

**MÉMOIRE SUR LA
POLITIQUE
EXTÉRIEURE DE LOUIS
11. ET SUR SES
RAPPORTS AVEC...**

Abel Desjardins



88G 54

AD



886.
JH

MÉMOIRE .
SUR
LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LOUIS XI
ET SUR SES RAPPORTS AVEC L'ITALIE.



EXTRAIT DU TOME VIII, II^e PARTIE.

DES MÉMOIRES DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

II

836
56

MÉMOIRE
SUR
LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LOUIS XI
ET SUR SES RAPPORTS AVEC L'ITALIE,
PAR M. ABEL DESJARDINS.



PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

M DCCC LXVIII.

17

MÉMOIRE

SUR

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LOUIS XI

ET SUR SES RAPPORTS AVEC L'ITALIE.

Dans un de ses derniers entretiens du soir, Augustin Thierry signalait aux amis des études historiques le règne de Louis XI, comme un des points sur lesquels ils devaient diriger leurs recherches et concentrer leurs efforts. Le vœu de notre maître recevra tôt ou tard son exécution. Dès à présent j'essayerai de mettre au service du futur historien de Louis XI quelques documents, qui me semblent de nature à répandre de nouvelles lumières sur la partie la plus négligée de la politique extérieure de ce prince¹. De toutes ses relations avec les pays étrangers, les moins connues sont celles qu'il a entretenues avec les États de l'Italie. C'est cette lacune que je me propose de combler; je

¹ Ces documents, extraits des archives d'État de la Toscane, se trouvent réunis dans le premier volume de l'ouvrage qui a pour titre : *Négociations diplomatiques de la France*

Politique extérieure de Louis XI.

avec la Toscane. Cet ouvrage fait partie de la collection des documents inédits, publiée par le ministère de l'instruction publique.

me sens d'autant plus d'inclination à le faire, que sa conduite à l'égard des puissances italiennes, conduite toujours habile et souvent généreuse, est digne à la fois et du génie de Louis XI et du génie de la France.

« Notre maistre, dit Commines, se fust aussi volontiers em-
« pesché des affaires de ses voisins comme des siennes, et mis
« geus en leur maison ¹. » Même avant son avènement au trône, Louis, qu'un chroniqueur ingénieux propose de surnommer *Votre Inquiétude*, avait autorisé par ses actes le jugement porté plus tard par le sire d'Argenton. Tombé dans la disgrâce de son père, et confiné dans son gouvernement du Dauphiné, il avait mis à profit son exil pour conclure une étroite alliance avec la Savoie. Devenu le gendre du duc ², il ne tarda pas à « s'em-
pescher de ses affaires. »

En vain Charles VII, pour enlever au Dauphin rebelle tout pouvoir d'agiter le royaume, l'avait-il contraint à abandonner son apanage et à demander un asile au duc de Bourgogne; du fond de sa retraite de Gennep, le fugitif, non content d'embrasser de son regard avide la France, son prochain héritage, portait sa vue au delà des Alpes, et intervenait en maître dans les troubles de la Savoie. En voici la preuve.

Le 24 janvier 1461, la Seigneurie de Florence donna audience à un envoyé du Dauphin Louis. Voici quel était l'objet de sa mission :

« Le Dauphin salue les magnifiques seigneurs, qui peuvent faire état de lui comme de leur ami le plus sûr et le plus dévoué.

¹ *Mémoires de Commines*, livre III, chapitre XIII.

² Le Dauphin, veuf de sa première femme, Marguerite d'Écosse, morte en

1444, épousa, en 1451, sans l'aveu de Charles VII, une des filles du duc Louis. Charlotte de Savoie.

« Il les prend pour confidents de ses griefs contre le duc de Savoie :

« 1° Au mépris des liens qui l'unissent à lui, le duc n'a pas craint de lui manquer de foi, en ne lui payant pas les sommes qui lui restent dues sur la dot de la princesse Charlotte, sommes dont le Dauphin, dans la pénible situation où il se trouve, a le plus urgent besoin ¹.

« 2° Sans égard pour les lois de la justice, le duc a dépouillé de ses terres et de ses châteaux le seigneur Jacques, un de ses vassaux, dont l'unique crime est de s'être toujours montré l'ami fidèle du Dauphin.

« 3° En violation du droit sacré des ambassadeurs, droit respecté par les Français et les Anglais eux-mêmes dans le cours de leurs sanglantes querelles, le duc a fait jeter dans les fers et appliquer à la torture un clerc, envoyé par le Dauphin pour intercéder en faveur du seigneur Jacques ².

« C'est là une indigne conduite ! Le duc n'en est pas responsable ; les vrais coupables sont ses détestables conseillers, qui abusent de sa faiblesse pour gouverner sous son nom ³.

« Le Dauphin n'éprouve de ressentiment que contre ces

¹ « Ipsum enim ducem jam diu nupsisse
« filium domino Delfino, et promississe illi
« maximam pecunie summam, quam ali-
« qua ex parte solvit; reliquum vero, quum
« pollicitus esset se brevi soluturum, atque
« ipse dominus Delfinus, qui se, ob quas-
« dam discordias cum patre, absentasset,
« atque ad id reductus esset ut in provincia
« ducis Burgundie ejus suffragio viveret,
« postulavisset saepius ut sibi egenti pecu-
« nias debitas traderet, illum semper ab-
« nuissse. » (*Archivio di Sta'o. Riformagioni.*
Classe X, dist. 1. reg. n° 52.)

² « Id vero fuisse visum domino suo
« infandum facinus, scilicet legatos vio-
« lari, qui apud omnes gentes securi esse
« consueverunt. Nam, quamvis inter An-
« glos et Gallos fuissent inimicitie gravis-
« simae, tamen hinc inde legatos missos
« nunquam aliqua in re offensos fuisse. »
(*Id. ibid.*)

³ « Malorum omnium causam proces-
« sisse ab his, qui illum gubernant, pessi-
« mis viris. » (*Riform. Classe X, dist. 1.*
reg. n° 52.)

hommes pervers; il veut délivrer la Savoie de ce fléau. Quand même une alliance existerait entre le duc et la Seigneurie, les Florentins ne doivent ni s'étonner ni s'alarmer, s'il entreprend de laver son injure, et de faire cesser les troubles qui affaiblissent et désolent les États de son beau-père ¹.

La Seigneurie répondit, par l'organe de son gonfalonier, « qu'elle ne pouvait suspecter la véracité d'un aussi grand prince; qu'elle tenait ses griefs pour légitimes, et qu'elle le verrait sans déplaisir s'employer à rétablir l'ordre dans le duché de Savoie. »

De ce curieux document il résulte, 1° que le Dauphin avait un parti à la petite cour de son beau-père, et qu'il entretenait des agents (tels que le seigneur Jacques) auprès de sa personne;

2° Qu'il ne se présentait pas seulement aux Florentins comme un créancier qui poursuit le remboursement de sa dette, parce qu'il est lui-même à bout de ressources, mais comme un redresseur de torts et comme un arbitre souverain.

Quelques mois s'étaient à peine écoulés, lorsque, à la date du 10 mai, la Seigneurie reçut une lettre du Dauphin, par laquelle ce prince, appuyant les prétentions de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, et appelant de ses vœux le succès de l'expédition du célèbre Jean de Calabre, enjoignait aux Florentins de refuser aux adversaires des princes Angevins tout secours d'hommes et d'argent ².

¹ « Quum Delfinus provocatus hoc agit
• non in detrimentum ducis, sed ut puniat
• et expellat malos gubernatores suos, et
• reducat provinciam illam in optimum gra-
• dum, non esse dignum ut, in hac re, con-
• federati reliqui ad præstandum opem ipsi
• duci teneantur. Ideoque illum misisse,

• ut significaret dominis, quod, si qua intel-
• ligerent ipsum principem suum moliri
• deinceps aut facere adversus Sabaudiam
• ducem, nec moleste ferant, nec admi-
• rentur. » (*Id. ibid.*)

² Ce n'était pas la première injonction de ce genre que le Dauphin adressait à la Sei-

A la lecture de cette lettre et de ce message, on est tenté de se demander de qui émanent ces deux pièces diplomatiques, et quelle est la position du personnage qui semble intimier ses ordres à la république de Florence, et disposer en maître des États du duc de Savoie. Celui qui parle si haut et si ferme est un prince disgracié, réduit à manger le pain de l'exil, et à vivre de l'aumône que daigne lui faire l'orgueilleux duc de Bourgogne. Le proscrit de Gennep prévoyait-il la catastrophe de Mehun-sur-Yèvre et la vacance imminente du trône? Ce qui est certain c'est que son langage est déjà celui d'un roi.

Charles VII mourut le 22 juillet 1461; et, le 15 août suivant, le Dauphin reçut des mains de l'archevêque de Reims la couronne royale et l'huile sainte.

Aussitôt que l'avènement de Louis XI lui fut notifié, la république de Florence décida qu'une ambassade serait nommée pour aller en son nom complimenter le nouveau roi. Les trois ambassadeurs désignés appartenaient aux plus grandes familles de la cité; c'étaient : Philippe de Médicis, qui venait de quitter l'évêché d'Arezzo pour le siège archiepiscopal de Pise; Bonaccorso Pitti et Pierre Pazzi.

Ils quittèrent Florence le 20 octobre 1461, munis d'amples instructions, dont voici la substance :

« Si la Seigneurie déplore la mort du roi défunt, elle trouve aussitôt d'excellentes raisons pour s'en consoler. D'abord elle

gneurie : « *Alias jam dictæ Vestræ Communitati communimus ne aliquid directe vel indirecte per vos quoquo modo moliretur in præjudicium dilectissimi consanguinei nostri, ducis Calabriæ; et quia advisati existimus vos fuisse sæpe admonitos ut mutuo pecunias erogare habere-*

tis, et aliis viis subvenire quibusdam sibi adversantibus, idcirco iteratis litteris admonemus, ne a quoquam vestrum talia facere permittatis, quæ directe vel indirecte offendere valeant dictum consanguineum nostrum. » (*Riform. Classe X. dist. II. reg. n° 30.*)

Politique extérieure de Louis XI.

ne doute pas qu'il n'ait quitté son heureuse vie d'ici-bas pour une béatitude éternelle¹. Ensuite elle reconnaît avec joie que son successeur est doué du plus haut mérite et des plus rares vertus. Elle augure bien de l'avenir du roi et de la France². Toutefois, quelle que soit la confiance que lui inspire la sagesse du prince, elle n'en recommande pas moins à ses représentants de s'en tenir avec lui aux termes les plus généraux, et de n'entamer aucune négociation sans demander des instructions spéciales. Elle leur donne l'ordre d'insister sur l'alliance étroite qu'elle a conclue avec le duc de Milan, François Sforza, et d'intercéder, s'il se peut, en faveur de Gênes, qui venait de rejeter le joug de la France.

« Les Florentins, toujours jaloux de la prospérité de leur commerce, adressent leurs plaintes au roi René, qui l'a laissé entraver par ses sujets, et leurs remerciements au duc de Bourgogne, qui le protège dans ses États. »

Les ambassadeurs firent un heureux voyage; le 23 décembre ils arrivèrent à Tours, où ils furent reçus avec des honneurs inaccoutumés. Le roi voulut que tous les membres de son conseil allassent à leur rencontre; lui-même, se rendant à Amboise, se détourna de sa route pour venir les saluer, leur adressant les plus gracieuses paroles, et leur faisant le meilleur visage du monde³.

Le jour de l'audience solennelle fut fixé au 30 décembre.

¹ « Sicché felice la fine del suo serenissimo padre si può dire, la quale pose termine alla sua buona e felice vita, e per merito di quella lo ridusse a perpetua beatitudine. » (*Riform. Classe X, dist. 1, reg. n° 53.*)

² « Senza dubbio speriamo la Celsitudine Sua non solamente avere ad eguare la virtù e gloria de' suoi parenti, ma gran-

demente a superare; considerando massime la sua prudenza, religione, grandezza d'animo, liberalità, clemenza e integerrima vita; con le quali virtù grandi e divine verisimilmente ogni buona e felice fortuna si debba congiungere. » (*Id. ibid.*)

³ « Con gratissime e umanissime parole e allegra faccia, mostrò portare grandis-

Le roi, vêtu de velours cramoisi, était sur son trône, entouré de neuf prélats, des princes du sang et des premiers seigneurs du royaume. Devant cette auguste assemblée, l'archevêque de Pise, Philippe de Médicis, chef de l'ambassade, prit la parole; il prononça une de ces harangues latines, où l'orateur, sans discrétion et sans choix, faisait un pompeux étalage d'érudition sacrée et profane, harangues qui provoqueraient notre sourire et qui excitaient alors, même dans un auditoire d'élite, le plus naïf enthousiasme. Que ne m'est-il permis de reproduire ici cet étrange discours! On y verrait comment il faut se garder de confondre le roi Louis XI avec Caligula, Roboam, Néron, Naab, Achab et Julien l'Apostat; et comment il convient de le comparer à Manlius Torquatus, à Curtius, à Publius Decius, à Scipion l'Africain, à David, à Salomon, à Vespasien, à Titus, à Josaphat, à Trajan, à Ezéchias, à Théodose, à Charlemagne!

On applaudit fort à tant d'éloquence. Le cardinal-évêque d'Arras se leva à son tour; il donna de justes éloges à la harangue de l'archevêque, à laquelle il répondit de point en point; il conclut en déclarant que le roi avait pour très-agréables les démonstrations amicales des Florentins, et qu'il s'emploierait toujours à les protéger et à les servir. En terminant, il notifia à l'assemblée l'intention où était le roi de guerroyer contre le Turc¹.

Avant que la séance fût levée, un homme jeune encore et de bonne mine, qui accompagnait les ambassadeurs, s'approcha du roi et lui présenta un livre. C'était Donato Acciajuoli,

¹ « sima e singolare affezione alla Comunità Vostra. » (Dépêche du 27 décembre. *Archivio di Stato. Riform. Classe X, dist. 11, reg. n° 24.*)

² « E. [il vescovo d'Arras] notifica il re

« essere in animo di perseguire il Turco. » (Audience du 30 décembre. *Archivio di Stato. Riformagioni. Classe X, dist. 11, reg. n° 24*.)

qui réunissait les talents de l'homme de lettres au mérite de l'homme d'État, et qui, par son désintéressement et ses vertus civiques, mérita d'être surnommé *le moderne Aristide*¹. Le livre dont il faisait hommage à Louis XI était la *Vie de Charlemagne*, dont il était l'auteur.

Pendant la durée du séjour des envoyés Florentins, le roi ne se démentit pas; il leur fit savoir qu'il leur donnerait audience, à leur volonté, tous les jours, à toute heure; il protestait incessamment de son affection pour leur république. Aucune autre ambassade n'avait reçu de lui un accueil aussi flatteur². Il avait mis la plus gracieuse insistance à faire de sa propre main Pierre Pazzi, l'un d'entre eux, chevalier³.

Cependant le roi était sur le point de partir pour la Guyenne; les ambassadeurs prirent congé, et se mirent en route pour retourner à Florence.

Louis XI n'était pas homme à prodiguer indistinctement et sans motifs ses faveurs, son temps et ses caresses. S'il avait comblé les Florentins d'égards et de prévenances, c'est qu'il avait formé de grands desseins sur l'Italie, et que, pour les réaliser, il comptait sur leur concours.

¹ Donato Acciajuoli donna l'exemple du plus noble désintéressement : dans les nombreuses missions publiques qui lui furent confiées, il n'épargna rien pour représenter dignement son pays, et il refusa constamment d'être entretenu aux frais de l'État. Il mourut pauvre. Touchée de tant d'abnégation, la république lui fit de magnifiques obsèques; elle choisit au sein des principales familles quatre citoyens, auxquels elle commit la tutelle de ses enfants; elle accorda aux fils d'importantes immunités, et se chargea d'établir et de doter les filles.

² « Universalmente da tutti è qui tenuto, e così intendiamo essere vero, che a nessuna altra ambasciata la Sua Maestà abbia fatto simile onore, nè fattosi più familiare, o mostrò maggiore affezione, e più umanamente si sia portata. » (Dépêche du 4 janvier 1462. *Id. ibid.*)

³ « E, dopo l'atto, la Maestà del Re, con le più dolci parole del mondo, ringraziò messer Pietro de' Pazzi dell'onore gli aveva fatto, in avere per le sue mani accettato pigliare cavalleria. » (Dépêche du 11 janvier 1462. *Id. ibid.*)

« Le 31 décembre, le lendemain de l'audience publique, deux conseillers du roi étaient venus trouver les ambassadeurs chez eux; ils leur avaient signifié que leur maître entendait faire rentrer l'État de Gênes sous son obéissance, et le royaume de Naples sous la domination de la maison d'Anjou. Les envoyés, vivement sollicités d'agir de concert avec la France pour atteindre ce double but, s'étaient tenus sur une extrême réserve.

« Trois jours après, le roi lui-même les fait mander. Il prétend avoir Gênes pour lui-même et Naples pour les princes Angevins: telle est sa volonté formelle. Pour la faire prévaloir, il emploiera tous les moyens. Toutefois, il désirerait pouvoir respecter la paix de l'Italie; à cet effet, il ne saurait mieux s'adresser qu'aux Florentins, auxquels l'alliance du duc de Milan assure une si grande prépondérance¹. Il les prend donc pour médiateurs.

« Envers eux, comme envers les autres puissances italiennes, il s'engage, en offrant telle caution qu'on exigera de lui, à ne jamais réclamer, au delà des Alpes, que Gênes pour la maison de France, et Naples pour la maison d'Anjou.

« Afin de rendre plus solide et plus durable l'alliance qu'il veut contracter avec le duc de Milan, il propose de marier madame Hippolyte, fille du duc, avec Jean de Calabre, fils du roi René.

« Il promet d'aider et de défendre le duc de Milan et sa

¹ « Che Genova alla Sua Maestà s'appetava, e simile il reame di Napoli a' suoi congiunti: e che la intenzione della Sua Maestà in tutto era di ottenere queste cose. o per via d'accordo, o per altra via; ma che alla Sua Maestà molto era più grata la via d'accordo che nessun'altra; e a questo ac-

Politique extérieure de Louis XI.

« cordo non sapeva alcuna potenza più atta che la Vostra Comunità, considerato la benevolenza e singolare devozione portate alla Maestà Sua, e la intelligenza e singolare affezione avete con lo illustrissimo duc di Milano. » (Rapport des 13 et 14 mars 1462. *Riform. Classe X*, dist. II, reg. n° 24.)

postérité contre les agressions de tout prétendant qui chercherait à dépouiller les Sforza de leur duché, ce prétendant fût-il, comme le duc d'Orléans, du sang royal de France.

« Si l'on désespère de faire entrer dans une même ligue tous les États d'Italie, il demande du moins qu'une ligue soit formée, qui comprenne la France, le duché de Milan et la république de Florence.

« A peine les ambassadeurs ont-ils quitté le roi, qu'ils reçoivent la visite du cardinal-évêque d'Arras. Ce prélat les informe de son prochain départ pour la cour de Rome; il s'arrêtera à Milan, et le désir du roi est qu'ils consentent à l'accompagner jusqu'en Lombardie, afin d'appuyer les propositions qu'il est chargé de soumettre à l'approbation du duc. Les ambassadeurs se refusent à prendre à cet égard aucun engagement.

« Dès le lendemain, ils sont reçus par le roi; et, sur les vives instances de ce prince, ils consentent à se rendre à Milan, pour y agir de concert avec le cardinal-évêque d'Arras, ambassadeur de France. »

Ces détails, dont il est inutile de signaler l'importance, sont consignés dans le rapport officiel qu'adressent à la Seigneurie l'archevêque de Pise et ses deux collègues, aussitôt après leur retour. Ils ne laissent exister aucun doute sur les projets et sur les prétentions de Louis XI.

Que deviennent dès lors ces assertions, tant de fois répétées, que Louis XI était *trop prudent* pour se mêler des affaires d'Italie, et surtout pour s'embarrasser de Gênes, et de son peuple, impatient de toute domination et toujours prompt à la révolte?

Ce sont des jugements erronés, dont il faut essayer de pénétrer la cause.

Lorsqu'un peintre doit faire un portrait, il prend son mo-

dèle tel qu'il est le jour où il pose devant lui, sans s'inquiéter de son avenir ni de son passé. Il en est de même des person-nages historiques : on adopte une époque déterminée de leur vie, et si, dans ces conditions étroites, leur image a été tracée par quelque écrivain de talent, elle se transmet d'âge en âge, comme un type consacré auquel on n'a garde de toucher.

Si vous osez dire que Louis XI a été jeune, on ne vous croira pas : pour la postérité, Louis XI est le vieillard de Plessis-lez-Tours. Ce point de vue est faux, parce qu'il est exclusif ; les défauts et les qualités de la vieillesse de ce monarque ne sont pas les défauts et les qualités de sa vie entière. N'a-t-il pas été, successivement, l'intrépide et vaillant capitaine qui a combattu les Suisses à Saint-Jacques, l'aventureux fauteur des troubles civils de la Praguerie, le gouverneur inquiet et remuant du Dauphiné, l'audacieux réformateur qui a provoqué et bravé la ligue du Bien Public ? A Péronne, n'est-ce pas lui qui a été *le téméraire* ? Mûri par les rudes leçons de l'expérience, brisé par la maladie et par les fatigues, glacé par l'âge, il deviendra sans doute circonspect et défiant ; mais *l'excès de prudence* n'est pas le trait saillant de son caractère ; ce qui le distingue, c'est *son sens naturel, qui étoit parfaitement bon, c'est son engin* (je regrette que ce vieux mot ne soit plus de mise), *c'est son engin le plus agu du monde* ; c'est sa dévorante activité, qui le pousse à toutes les grandes entreprises, et qui lui inspire la conduite qu'il tient, au début de son règne, à l'égard de l'Italie. Cette conduite, il a pris soin de la tracer lui-même d'une façon si nette et si précise, qu'il est aisé de s'en rendre compte et de la juger :

Poursuivi par son fils, Philippe de Bresse, le duc de Savoie s'était réconcilié avec le roi, son gendre, et était venu se placer sous sa protection ; Louis XI, qui alors ne trouvait pas

mauvais qu'on mit sous clef les fils rebelles, avait attiré Philippe à sa cour et l'avait confiné, pour deux ans, dans un des châteaux forts de la Touraine; d'après ces incidents, il disposait de la Savoie comme d'une de ses provinces.

Il avait fait au souverain pontife, Pie II, le sacrifice inconsideré de la Pragmatique de Bourges, et, pour achever de gagner ses bonnes grâces, il parlait bien haut de ses préparatifs de guerre contre le Turc¹.

Il comptait sur l'amitié séculaire des Florentins, amitié que lui garantissaient leurs intérêts commerciaux.

Pour s'assurer l'alliance du nouveau duc de Milan, François Sforza, il lui faisait les plus belles propositions, se montrant prêt à faire bon marché des droits du vieux duc Charles d'Orléans, dont la popularité persistante lui portait ombrage.

Enfin il voulait asseoir sur le trône de Naples la famille française des ducs d'Anjou, et revendiquer pour lui-même la ville de Gènes et son territoire.

Maître de cette importante position, tuteur des États de Naples et de Savoie, confiant dans le dévouement du saint-père, patron du duché de Milan et de la république de Florence, il devenait l'arbitre de l'Italie.

Peut-être Louis XI avait-il la vue trop longue; mais, en général, son coup d'œil était juste; il était entreprenant, sans être insensé. Aussi ne sera-t-il pas réduit à abandonner ses plans, il lui suffira de les modifier; il ne désavouera pas ses prétentions, il leur prescrira des limites. En 1462, il tient à l'exécution complète des desseins qu'il a conçus; dès l'année suivante, il se montre moins intraitable.

Le 24 décembre 1463, il écrit à la Seigneurie, « pour l'in-

¹ On sait que, jusqu'à sa mort, Pie II s'épuisait en vains efforts pour entraîner les

puissances chrétiennes dans une croisade contre Mahomet II.

former qu'il transmet à François Sforza tous ses droits sur Gènes, sans pour cela porter la moindre atteinte à l'équilibre de l'Italie, équilibre qu'il prétend respecter et que, au besoin, il saurait défendre; il parle de ses projets d'expédition contre le Turc; de la maison d'Anjou il ne dit pas un mot¹.

Ainsi le roi renonçait à Gènes. Comment avait-il été amené à faire cette concession? Le secret des négociations du cardinal-évêque d'Arras avec le duc de Milan n'a pas été dévoilé; mais voici ce qui paraît vraisemblable. L'acquisition d'une certaine étendue de côtes maritimes et d'un grand port de commerce importait à la prospérité du Milanais. François Sforza dut donc s'élever énergiquement contre toute proposition tendant à réunir Gènes à la France, et laisser entrevoir qu'il attachait un prix extrême à la possession de cet État. Peut-être en vint-il même jusqu'à faire de cette concession la condition de son alliance avec Louis XI. Placé dans cette alternative, le roi n'hésita pas, afin de s'attacher un homme de la valeur de François Sforza, à faire l'abandon de ses droits sur un pays qu'il lui fallait reconquérir tout entier.

La fortune s'était déclarée contre les princes Angevins: Jean de Calabre, d'abord vainqueur sur les bords du Sarno et à San-Fabiano, avait éprouvé, le 18 août 1462, à Troia, un échec décisif. Le roi n'insista pas pour que le mariage projeté entre le duc Jean et la fille du duc de Milan reçût son accomplissement; mais bientôt un autre mariage resserra les liens qui unissaient le Milanais à la

¹ « Urbem nostram Januæ cum universo
« ejus dominio et statu, inclityo Mediolanen-
« sium duci quam liberalissime contuli-
« mus, quod profecto Italiae paci ac faciliori
« contra Turcum expeditioni quam pluri-

Politique extérieure de Louis XI.

« mum conducere arbitramur... Non in-
« tendentes vestram Italiae confederationem
« ulla ex parte exinde infringi. » (Lettre de
Louis XI, Abbeville, 24 décembre 1463.
Riform. Classe X, dist. 11, reg. n° 23.)

France : Galéas Sforza, fils du duc, devenait le beau-frère de Louis XI¹.

C'est à dater de cette époque que le roi prend la position dans laquelle il se maintiendra jusqu'à la fin de son règne : la Savoie, qui est à sa discrétion, lui donne les clefs de l'Italie; par son alliance avec le duc de Milan, il tient les Vénitiens en échec, et accoutume la Lombardie à respecter le nom de la France; par son étroite union avec les Florentins, il exerce sur l'Italie centrale une action prépondérante.

Il se félicitait des heureux résultats de sa politique, lorsque, le 8 mars 1466, un événement funeste autant qu'imprévu menaça de renverser l'édifice que sa sagesse avait élevé. François Sforza était frappé de mort subite. C'était un homme nouveau, que son seul mérite avait porté au faite de la puissance. N'avait-on pas tout lieu de craindre que sa succession ne fût troublée, et que d'ambitieux voisins ne lui fissent de sanglantes funérailles²?

Les Florentins prennent l'alarme et se hâtent de recourir au roi, en qui repose toute leur confiance³.

Louis XI ne leur fit pas attendre sa réponse; sa lettre est remarquable :

« Il s'afflige de la mort prématurée de François Sforza; il

¹ Galéas Sforza épousa Bonne de Savoie, sœur de Charlotte, reine de France. Hippolyte, fille du duc François Sforza, fut mariée à Alphonse, fils et successeur de Ferdinand de Naples.

² « Veriti enim sumus ne qua innovatio rerum oriretur, quod fieri plerumque solet, dum, in mortibus principum, ambitiosi et minime quieti homines aliquam turbande pacis et tranquillitatis regionum occasionem sibi oblatam putent. »

(Lettre de la Seigneurie à Louis XI, 8 avril 1466. *Riform. Classe X*, dist. 1, reg. n° 56.)

³ « Defensore Deo Optimo Maximo et te, potentissimo rege, adjutore et fau-
« tore, vix quicquam dubitare possumus.
« et filios ducis Mediolani ab omni vi et
« injuria tutos fore, et nos, Italianque to-
« tam, quam diuturna pace fruturos. » (*Riform. Classe X*, di-1, 1, reg. n° 56.)

perd en lui un ami dévoué, qui, dans les circonstances critiques où il s'est trouvé, lui a prêté la plus généreuse assistance¹.

« Inspiré par sa vive gratitude, il déclare qu'il prend sous sa tutelle et sous son patronage la veuve du duc et son fils Galéas. Il défendra leur État comme il défendrait son propre royaume, n'épargnant, pour le faire, ni hommes ni argent².

« Au nom de l'antique amitié qui existe entre Florence et la France, au nom de l'amitié récente, mais déjà si intime, qui lie la république à la maison ducal de Milan, le roi adjure la Seigneurie de prêter à l'héritier de Sforza le plus énergique concours, et d'assurer ainsi le maintien de la paix de l'Italie³.

« Il a écrit aux autres puissances italiennes pour leur signifier qu'il considérera toute offense dirigée contre le nouveau duc Galéas, son bon frère, comme une offense faite à la couronne de France⁴. »

Tel est l'intérêt que présente cette lettre, qu'elle mériterait d'être citée tout entière.

¹ Lorsque éclata la guerre du Bien Public, le duc de Milan envoya au secours du roi son propre fils, à la tête de ses meilleures troupes. Louis XI donne un libre cours à sa reconnaissance : « Immortalium per eum in nos collatorum beneficiorum memoriam subimus, qui, in maximo regni nostri discrimine, primogenitum suum maximasque copias, sumptibus suis propriis, quam libentissime pro regio no-mine conservando exposuit, et majora, si voluissimus, exposuisset. » (Lettre de Louis XI à la Seigneurie, Orléans, 18 avril 1466. *Riformagioni*. Classe X, dist. 11, reg. n° 23.)

² « Non minus fratris nostri, illustris amicitie nostræ, ejus genitricis, ipsorum-

que status curam, tutelam et patrio-cinium, ac si regni nostri pars esset, suscipere intendimus; volentes non aliter opibus ac regno nostro, pro status illius conservatione parcere, quam si res ad nosmetipsos spectaret, ut profecto spectat. » (*Id. ibid.*)

³ « Hoc arbitramur insuper pro Italia pace et partium ipsarum quiete, pro qua manutenda, si quid per nos agendum, proutissimos nos offerimus. » (*Id. ibid.*)

⁴ « Scripsimus etiam aliis potentatibus, ut si fratrem nostrum quoquo pacto offenderint, nobis et coronæ nostræ offensam præstitisse non ignorent. » (*Riformagioni*. Classe X, dist. 11, reg. n° 23.)

Les Florentins se conformèrent aux intentions du roi avec la plus louable docilité¹.

Ainsi donc, aussitôt que la mort de Sforza lui est connue, Louis XI, à peine échappé aux périls de la guerre du Bien Public, porte ses regards et fait sentir sa main au delà des Alpes. Par l'autorité de son nom, par la sagesse de sa conduite, par la noble fermeté de son langage, il assure aux enfants de l'illustre parvenu le magnifique héritage de leur père, et il sauve l'Italie des horreurs de la guerre civile; enfin l'influence de la France se trouve accrue et affermie par l'événement même qui semblait devoir l'abattre et la détruire. Tels sont les résultats de cette honorable négociation.

Le dévouement et la loyauté dont les Florentins avaient fait preuve dans ces difficiles conjonctures eurent pour effet de fortifier encore l'amitié qui unissait les deux pays.

Avant la fin de cette année, la conspiration des Acciajuoli et des Pitti avait menacé à la fois le repos de la république et la fortune des Médicis. Instruit par une dépêche détaillée² de cette tentative et de son mauvais succès, le roi répondait à ses bons amis avec un affectueux empressement. Sa lettre, trop longue pour que je tente de la reproduire, est curieuse à plus d'un égard. Ce qui le confond surtout, c'est que la révolte ait pu être étonnée sans effusion de sang³. Louis XI a quelque peine à croire à ce miracle.

Il semble que désormais rien d'important ne puisse se faire

¹ Lettre de la république à Louis XI, 1^{er} juillet 1466. (*Riform.* Classe X, dist. 1, reg. n° 56.)

² Lettre de la république à Louis XI, 23 septembre 1466. (*Id. ibid.*)

³ « Miramur tamen quod, in tanta ac tali conjuratione, nullus omnino civilis

« sanguis effusus sit; quod divina potius
« bonitate quam ulla arte vel ingenio hu-
« mano factum esse arbitramur. » (Lettre
de Louis XI à la république, Bourges,
14 janvier 1467. *Riform.* Classe X, dist. 11,
reg. n° 23.)

en Italie sans la participation du roi de France. Le 4 janvier 1467, une ligue défensive est conclue à Rome entre le pape, le roi Ferdinand de Naples, le duc de Milan, les républiques de Venise et de Florence. En parcourant les articles de la convention soumise à son approbation, la Seigneurie s'aperçoit que, dans cet acte public qui n'intéresse que les puissances italiennes, il n'est pas fait mention du roi de France. Elle s'empresse d'adresser ses instructions précises à ses ambassadeurs à Rome. « Ils feront en sorte que cette omission soit au plus tôt réparée, et que le nom du roi soit placé dans l'acte immédiatement après celui du souverain pontife. Il leur sera facile de faire entendre aux confédérés combien il importe au maintien de la paix que leur ligue soit garantie par l'autorité d'un si grand prince ¹. »

Si les Florentins avaient insisté pour qu'une place d'honneur fût assignée à Louis XI dans les conseils de l'Italie, ils n'eurent pas lieu de s'en repentir. Le roi s'employa avec succès à les réconcilier avec le pape Paul II, dont ils avaient encouru la disgrâce ². Il fit cesser les dissentiments qui s'élevaient entre eux et les deux États de Naples et de Milan ³.

Lorsque, en 1472, la ville de Volterra entra en révolte ouverte contre Florence, donnant aux autres cités du domaine le plus dangereux exemple, le roi se hâta d'écrire à la Seigneurie.

¹ La Seigneurie insère dans sa lettre un projet de rédaction de l'article à ajouter. Le voici : « Item, quom ad conservationem pacis Italie et securitatem statuum partium prædictarum multum facit auctoritas Serenissime Majestatis Ludovici, gloriosissimi Francorum regis, quod sit ei reservatus dignissimus locus, post summum pontificem, et quod dignetur Sua Majestas inclinari ad favorem pa-

« cis Italie. » (Dépêche de la république à ses ambassadeurs à Rome, 20 janvier 1467. *Riformagioni*. Classe X, dist. 1, reg. n° 57.)

² Lettre de la république à Louis XI. 11 juin 1467. (*Riform*. Classe X, dist. 1, reg. n° 56.)

³ Lettre de la république à Louis XI. 24 juillet 1470. (*Riform*. Classe X, dist. 1, reg. n° 60.)

Il lui rappelle « qu'entre lui et la république tout est commun, la bonne comme la mauvaise fortune. » Il l'informe « qu'il est sur le point d'être tout à fait délivré du fléau des guerres civiles, et que bientôt il pourra mettre, s'il le faut, au service de ses amis, et à ses frais, des forces considérables ¹. »

Les Florentins, bien secondés par le duc de Milan, firent rentrer les Volterrans dans le devoir. Ils en instruisirent le roi, lui exprimant à la fois, avec effusion, et leur reconnaissance pour ses offres généreuses, et la joie qu'ils ressentaient de ses heureux succès ².

Enfin, menacés des horreurs de la famine, ils ont recours à la bienfaisance du roi et le conjurent de venir au secours de son peuple ³.

Dans ces circonstances diverses, Louis XI se montrait tour à tour pacificateur désintéressé, allié fidèle et patron dévoué.

Toute son attention n'était pas concentrée sur l'Italie centrale; les affaires de la Savoie excitaient sa sollicitude et nécessitaient son intervention.

En 1465, le vieux duc Louis s'était mis en route pour rejoindre le roi, son gendre, à Moulins, et l'assister dans sa guerre du Bien Public. La mort l'avait surpris en chemin. Son fils aîné, Amédée IX, lui succéda. Le nouveau duc était d'une complexion faible et malade, qui le rendait peu capable de

¹ « Dolemus si quod incommodum aut jacturam ferre coacta est ipsa respublica, cum qua utriusque fortunæ sortem semper communem reputavimus reputabimusque. Existimate ea a nobis auxilia præsto vobis, sumptibus nostris, futura vel peditum vel electorum militum, quorum nobis ampla copia est, qualia et tempus et rerum vestrarum conditio ex-
poscent, et vobismetipsis petenda a no-

« bis videbuntur. » (Lettre de Louis XI à la république. 30 juin 1472. *Riform.* Classe X, dist. 11, reg. n° 15.)

² Lettres de la république à Louis XI, 1^{re} et 30 juillet 1472. (*Riform.* Classe X, dist. 1, reg. n° 60.)

³ « Suppedita alimenta Florentino populo, qui totus tuus est. » (Lettre de la république à Louis XI, 17 août 1474. *Id. ibid.*)

gouverner; aussi l'autorité passa-t-elle tout entière aux mains de sa femme, Yolande de France, fille de Charles VII. Ses trois beaux-frères, les comtes de Gênois, de Romont, et surtout Philippe de Bresse, frustrés dans leurs prétentions, s'élèverent contre la duchesse et prirent les armes pour la renverser. Louis XI n'eut garde d'abandonner sa sœur. Par ses ordres, le duc de Milan entra en campagne et contint les rebelles, et, sur son injonction, les Vénitiens s'abstinrent de leur prêter aucun appui¹. Le danger, momentanément écarté, se représenta plus grave et plus pressant quelques années plus tard. La duchesse Yolande fut étroitement assiégée dans Apremont par ses beaux-frères. Un officier du roi de France, le gouverneur du Dauphiné, la délivra et la conduisit avec honneur à Grenoble. Pris pour arbitre par les deux partis, Louis XI donna gain de cause à sa sœur, et rendit la paix à la Savoie.

A cette époque s'élevait à Florence la maison des Médicis, dont la fortune grandissait de jour en jour.

Voici en quels termes Commines parle de cette famille :

« En son cas, qui estoit de marchandise, estoit la plus grande maison que je crois qui jamais ait esté au monde; car leurs serviteurs et facteurs avoient tant de crédit, sousbs couleur de ce nom de Médicis, que ce seroit merveilles à croire². »

En 1469, Pierre I^{er} de Médicis avait succombé sous le poids de ses infirmités précoces. Il laissait deux fils, Laurent et Julien. Laurent, l'aîné, était doué de toutes les qualités qui font les grands hommes, et, quoiqu'il ne fût âgé que de vingt et

¹ Lettres de Louis XI au duc de Milan, Noyon, 15 septembre; — aux Vénitiens, Compiègne, 18 septembre 1468.

(*Riform.* Classe X, dist. II, reg. n° 25.)

² *Mémoires de Commines*, liv. VII, ch. v.

un ans, il exerçait dans sa patrie la principale influence. Bon appréciateur du mérite, Louis XI le caressait volontiers, quand il le rencontrait chez des hommes nouveaux qu'il jugeait capables de servir ses desseins sans lui porter ombrage. Enclin à se familiariser avec quiconque ne pouvait prétendre à devenir son égal, il combla Laurent de démonstrations d'amitié, de distinctions et de faveurs. Il l'appela *son cousin* ; il lui confirma le privilège qu'il avait conféré à son père, en 1465, de porter dans ses armes les trois fleurs de lis de France. En 1470, il le nomma son conseiller et son chambellan ; il se l'attacha par ces égards affectueux et par ces honneurs multipliés.

Le premier service qu'il demanda à son jeune ami est singulier.

Le duc de Guyenne, frère du roi, après avoir prêté son nom aux rebelles et son appui aux ennemis du royaume, semblait enfin avoir conçu quelque remords de son crime, et en avait humblement sollicité le pardon. Louis, dont les défiances n'étaient que trop justifiées, avait exigé de lui les serments les plus solennels. Le duc avait juré, mais, comme il s'app préparait à conspirer encore, il était en instance pour obtenir du souverain pontife la grâce d'être relevé de son serment. Le roi est instruit de cette démarche ; il s'empresse d'écrire à Laurent :

« Cher et amé cousin,

« Nous avons sceu que nostre frère, le duc de Guyenne,
« a envoyé à Romme pour se faire dispenser de nous tenir
« le serment qu'il nous a fait, duquel nous vous envoyons le
« double. Et, pour ce que avons esté adverty que estes bien
« amy de nostre Saint-Père, nous vous prions que vueillez
« tant faire euvers Sa Sainteté, que mondit frère ne ob-
« tiengne aucune dispense de ladite matière, et que les gens
« que pour ceste cause il a envoie par delà ne puissent faire

« ni besongner aucune chose. En ce faisant, vous nous ferez
« ung essingulier et agréable plaisir¹. »

Louis s'efforçait d'enlever à son frère le privilège du parjure. Le duc avait engagé sa foi sur la célèbre croix de Saint-Laud d'Angers, et, d'après la tradition populaire, quiconque violait le serment prêté sur cette croix redoutable devait mourir dans l'année. Peu après l'expiration du fatal délai, le duc de Guyenne était frappé de mort subite. Le roi fait part aux Florentins de ce dénouement, qui ne semble lui causer ni affliction ni surprise. « Il prévoit le terme prochain des dissensions qui ont désolé son royaume, depuis qu'il a plu au Très-Haut de faire disparaître la principale cause de la guerre civile, en retirant du monde le duc de Guyenne². »

La république accueille cette bonne nouvelle avec allégresse, et prie le roi d'agréer ses vœux et ses félicitations.

C'est ici qu'il convient de placer une négociation secrète du plus haut intérêt, dont Louis XI n'hésita pas à confier la conduite au zèle et à la prudence de Laurent le Magnifique.

La lettre du roi est écrite en latin. J'en traduis presque littéralement les passages les plus remarquables.

« Très-cher cousin,

« La bienveillance que vous nous avez toujours témoignée
« nous engage à vous communiquer ce qui nous intéresse. Ces
« mois derniers, on nous a rapporté que le roi Ferdinand
« s'occupait de marier sa fille aînée avec le nouveau duc de

¹ Lettre de Louis XI à Laurent de Médicis, Saint-Michel-sur-Loire, 20 août 1470. (*Archivio Mediceo*. Carteg. av. Princip. Reg. n° 61.)

² « Quam potentissimam bellorum causam e medio subriperit Altissimus, et

« finem imposuerit vite fratris nostri, du-
« cis Aquitanie, licet nobis ea de pace
« polliceretur, que nec hactenus passus est
« rerum et temporum cursus. » (Lettre de
Louis XI à la république, 30 juin 1472.
Riform. Classe X, dist. 11, reg. n° 15.)

« Savoie¹, mais que l'affaire n'était pas faite. Dans cet état de
« choses, en cherchant dans notre esprit ce qui peut être le plus
« avantageux pour le roi de Naples et pour nous-même, il nous
« a semblé que le mieux serait de consolider notre alliance au
« moyen d'un mariage. Nous nous sommes donc arrêté à la
« pensée de conclure l'union de la fille aînée dudit roi avec
« notre fils le Dauphin. C'est vous, mon cousin, qu'il nous a
« plu de charger de notifier notre intention au roi et de nous
« faire connaître la sienne.

« Nous attendrions de lui l'assurance d'une amitié sincère
« et d'une perpétuelle alliance, nous engageant à l'assister
« contre tous ses ennemis, et spécialement contre la maison
« d'Anjou, qui nous a trahi et qui nous trahit encore. En re-
« vanche, nous aurions lieu d'espérer que ledit roi de Naples
« nous prêterait son aide contre le roi d'Aragon, et qu'il se mon-
« trerait l'ami de nos amis et l'ennemi de nos ennemis. Notre
« volonté est que, aussitôt que vous aurez reçu cette communi-
« cation, vous en fassiez part audit roi, et que vous nous trans-
« mettiez sa réponse le plus rapidement qu'il se pourra. Il con-
« viendra que, pour cette affaire, vous dépêchiez vers nous un
« homme sûr, auquel vous recommanderez de ne se confier ni
« aux princes du sang ni aux seigneurs, mais à nous seul.

« Nous n'avons garde d'oublier ce qui touche à notre plaisir:
« nous vous prions donc de nous faire présent d'un de vos
« chiens; un seul suffira, pourvu qu'il soit beau; et, pour
« l'amour de vous, mon cousin, nous le garderons dans notre
« chambre et auprès de notre personne². »

Ce dernier paragraphe, qui termine une lettre si grave, rap-

¹ Le jeune Philiberti I^{er}, qui venait de succéder à son père, Amédée IX.

² Lettre de Louis XI à Laurent de Mé-

dicis. Amboise, 19 juin 1473. (*Archivio Mediceo*. Carteg. av. Princip. Reg. n° 61.)

pelle et justifie la boutade de Chastellain, parlant de la cour de Louis XI : « L'enseignement de royalle court estoit, que court « devoit estre plus parée de chiens pour déduit que d'hommes « pour vertu . . . et sembloit que chiennerie estoit du logiz. »

Laurent s'acquitta de la mission délicate dont l'avait chargé son royal ami; mais il ne put vaincre les scrupules du roi de Naples, qui, sans se laisser éblouir par une proposition d'alliance intime avec *le premier souverain du monde*, ne voulut jamais consentir à tourner ses armes contre le roi d'Aragon, son oncle et son bienfaiteur. Sa réponse est écrite d'un bout à l'autre sous l'inspiration du plus noble sentiment¹.

Dans sa *Vie de Laurent le Magnifique*, Fabbronius a publié ces deux lettres; mais il ne les cite que pour en conclure que Laurent était en correspondance avec des rois. J'y vois autre chose encore, et je confesse que ces documents me paraissent avoir une extrême importance : ils nous permettent d'apprécier le caractère de la politique de Louis XI.

Le roi a vu les princes Angevins toujours malheureux parce qu'ils sont toujours inhabiles, il juge leur cause à jamais perdue; pourquoi persisterait-il à les protéger et à les servir? Oublieux de l'intérêt qu'il leur a porté, ne sont-ils pas entrés dans les deux ligues formées contre lui par les seigneurs rebelles? Ne conspirent-ils pas incessamment contre sa couronne et contre sa vie? Il les abandonne, et tend résolûment la main à leur adversaire. En dépit de la tendre enfance du Dauphin,

¹ « Esset sane nobis quam optatissimum
• fœdus percotere inireque affinitatem cum
• rege, quem, ut nobilissimo genere, ita
• amplissimo regno, primum esse in toto
• orbe non ignoramus. . . Honorem autem
• nostrum tanti facimus, ut non modo res
• ceteras, verum etiam regnum universum

• nostrum amittere et capitis subire pe-
• riculum malimus, quam ex eo ipso
• honore quicquam inuicui patiamur. »
(Lettre de Ferdinand de Naples à Laurent
de Médicis, Naples, 9 août 1473. *Archivio Mediceo*. Carteg. av. Princip. Reg.
n° 137.)

âgé de trois ans à peine, il demande pour lui au roi de Naples la main de sa fille aînée. Il a tout lieu de croire que la perspective de cette union inespérée engagera ce prince à le seconder dans sa guerre contre le roi d'Aragon, qui est entré ouvertement dans la seconde ligue du Bien Public. Si cette négociation réussit, Louis XI se venge de la maison d'Anjou, il affaiblit l'Aragonais, et en même temps il établit sans contestation sa prépondérance d'un bout à l'autre de l'Italie. S'il échoue, que risque-t-il? Ferdinand de Naples, bâtard d'Alphonse V, conservera le souvenir reconnaissant d'une démarche qui, en le rassurant contre toute attaque sérieuse des princes Angevins, lui atteste que *le prince le plus puissant de la Chrétienté* lui a fait l'honneur de songer à son alliance. Il sera disposé à se montrer plein de déférence et d'égards pour le roi de France.

En effet, Louis XI échoua, et, malgré son échec, son ascendant en Italie, loin de diminuer, ne fit que s'accroître.

Il y eut pourtant un moment de son règne, moment critique et rapide, où cet ascendant parut gravement compromis.

Le puissant ennemi qui lui avait voué une haine implacable, et qui semblait avoir pris à tâche de le combattre à outrance toujours et partout, Charles le Téméraire en un mot, tenta un grand effort pour substituer, au delà des Alpes, l'influence de la Bourgogne à celle de la France. Lorsqu'il eut pris la fatale résolution de s'attaquer aux Suisses, il laissa entendre que son dessein, après avoir châtié ces pâtres insolents, était de conduire sa brillante armée en Lombardie, et plus loin peut-être. Il était de l'humeur des conquérants; « mais, dit « Commines, avec les autres choses propices à faire conquêtes, « si le très-grand sens fait défaut, tout le demourant n'est « rien; et croy qu'il faut que cela vienne de la grace de Dieu. » Or Dieu n'avait pas fait cette grâce au duc Charles. Toute-

fois, avant l'événement qui prouva que les pâtres de la Suisse étaient des héros, le duc était considéré comme un voisin dangereux et comme un adversaire redoutable. Il affectait d'engager à son service et d'enrôler sous sa bannière un grand nombre de mercenaires italiens. Il venait d'attirer auprès de sa personne le second fils du roi de Naples, le jeune Frédéric, prince de Tarente, par l'appât d'un mariage avec Marie, sa fille et son unique héritière. « Il avoit de grandes fantaisies en sa teste sur le fait de la duché de Milan, où il s'attendoit à avoir des intelligences. » Galéas Sforza se crut donc perdu, s'il ne se conciliait à tout prix sa faveur; il quitta l'alliance du roi, et de Français se fit Bourguignon. La duchesse de Savoie, Yolande de France, adopta la même politique : soit que l'esprit dominateur de son frère, qui s'était réconcilié avec le turbulent Philippe de Bresse, lui inspirât de légitimes défiances; soit que, par la position même de ses États du nord, qui s'étendaient jusqu'aux portes de Fribourg et de Neuchâtel, elle se trouvât nécessairement engagée dans la guerre des Suisses; soit enfin que la Savoie fût plus exposée que tout autre pays au ressentiment du duc de Bourgogne; elle prit décidément parti pour ce prince.

Ainsi, « de la maison de Savoie, le duc dispoit comme du sien; le duc de Milan estoit son allié; » le roi de Naples inclinait à le devenir; le roi René, dans je ne sais quel vague espoir, parlait tout bas de lui léguer son comté de Provence; les Florentins seuls, malgré leurs importantes relations commerciales avec les Flandres, restaient inébranlables dans leur fidélité. L'Italie échappait à l'influence française.

Louis XI s'était porté à Lyon, avec son trésor et son armée, prêt à négocier, prêt à agir, l'œil fixé sur les mouvements des Suisses, les deux mains étendues vers la Savoie et vers la Provence.

La crise dura juste autant que dura la campagne de 1476.

Le jour même de la bataille de Morat, le prince de Tarente, Frédéric d'Aragon, renonçant à la main de l'héritière de Bourgogne, quitta le duc, sans prendre congé.

Le roi René s'empessa de venir rejoindre à Lyon le roi, qui savait tout, et qui, feignant de tout ignorer, « lui fit grand honneur et bonne chère. »

Yolande de Savoie n'avait pas attendu la seconde défaite du duc Charles pour renouer les négociations interrompues avec le roi, son frère, auquel elle envoya à cet effet le seigneur de Montaigu. « Le Roy luy fust plus gracieux que de coutume, et taschoit qu'elle vinst devers luy. » Elle y serait venue peut-être, si le duc, informé de sa dernière démarche, n'eût donné à Olivier de la Marche l'ordre de l'enlever, elle et son fils. La mère fut prise et enfermée au château de Rouvres; mais l'enfant échappa et se retrouva placé sous l'étroite tutelle de Louis XI, qui, peu de mois après, tira sa sœur de captivité. Madame de Savoie vint au Plessis; le roi alla à sa rencontre et lui dit gaïement : « Madame de Bourgogne, soyez la très-bienvenue. . . Et sont demourés depuis comme bon frère et bonne sœur jusqu'à la mort. »

Quant au duc de Milan, il songea à racheter sa faute, et donna à son envoyé l'ordre d'offrir au roi cent mille ducats comptant. Louis XI ne les accepta pas : « Dites à votre maistre, répondit-il, que je ne veux point de son argent, et que j'en lève une fois l'an trois fois plus que luy; et de la paix et de la guerre, j'en feray à mon vouloir. » L'envoyé remercia humblement, « et lui sembla bien qu'il n'estoit pas roi avaricieux¹. » Après ces fières paroles, le roi permit à Galéas Sforza de rentrer dans son alliance.

¹ *Mémoires de Commines*, liv. V, ch. 11.

Quelques mois après, le 26 décembre 1476, Galéas tombait sous le poignard d'un assassin, et son fils, Jean Galéas, âgé de huit ans, lui succédait, sous la tutelle de sa mère, Bonne de Savoie. Louis XI ne pouvait plus compter sur le concours de cet État, désormais affaibli par des dissensions et des guerres de famille, et qui ne devait trouver un repos honteux qu'en tombant, en 1480, sous la domination tyrannique de Ludovic le More, oncle du jeune duc. Aussi l'habile monarque se hâta-t-il de conclure un traité de paix avec les Vénitiens¹.

Il avait ressaisi tous ses avantages.

L'Italie était à peine remise de l'émotion que lui avaient causée les prétentions menaçantes du duc de Bourgogne, lorsqu'un odieux attentat la rejeta dans les hasards d'une guerre déplorable.

Le Saint-Siège était occupé par Sixte IV. En 1474, Laurent le Magnifique avait envoyé quelques secours à son ami Niccolo Vitelli, assiégé dans Citta di Castello par le souverain pontife. L'intervention de Laurent causa à Sixte IV le plus vif mécontentement. Lorsque, en 1475, les Florentins renouvelèrent leur alliance avec le duc de Milan et la république de Venise, le pape refusa d'y donner son adhésion, et se ligua avec Ferdinand de Naples.

Trois ans après, en 1478, éclatait à Florence, contre Laurent et Julien de Médicis, la conjuration des Pazzi. La puissante famille des Pazzi était jalouse de l'autorité et du crédit des Médicis. Jacopo, chef de cette maison, entra à regret dans la conspiration, dont son neveu Francesco était l'âme. L'archevêque de Pise, Francesco Salviati, créature du pape, le

¹ Lettre de félicitations de la république aux Vénitiens, 7 février 1478. (*Riform.* Classc X, dist. 1, reg. n° 70.)

comte Girolamo Riario, neveu de Sixte IV, et son petit-neveu, le jeune cardinal Raffaello Riario, figurèrent dans cet exécrable complot, qui reçut son exécution, le 26 avril, jour de Pâques, dans l'église de Santa-Maria del Fiore, au moment de l'élévation. Laurent, légèrement blessé, échappa aux poignards des assassins, qui n'avaient pas épargné son frère. Il parvint à garantir contre le ressentiment du peuple le cardinal Raffaello. L'archevêque de Pise fut pendu aux fenêtres du palais de la Seigneurie, et tous les Pazzi furent mis à mort ou exilés.

A la nouvelle du mauvais succès de la conjuration, Sixte IV ne se contenta plus : il jeta l'interdit sur Florence, excommunia Laurent et les principaux magistrats, et entraîna Ferdinand de Naples dans une guerre sanglante contre les *Florentins*. Se reprochant d'être la cause unique *des malheurs* qui désolaient sa patrie, Laurent partit pour Naples, le 5 décembre 1479, et vint se confier lui-même à la générosité du roi Ferdinand, qui, touché de sa grandeur d'âme, le renvoya (le 8 mars 1480) à Florence, porteur d'un traité d'alliance. Privé de l'appui du roi de Naples, le pape voulut persister seul dans son entreprise; mais la prise d'Otrante par les Turcs, et les vives représentations des puissances chrétiennes le déterminèrent enfin à se réconcilier avec les Florentins. La paix définitive ne fut conclue et la ligue italienne ne fut de nouveau formée que le 12 décembre 1482.

Pendant ces troubles de l'Italie, quelle était la politique de la France?

Aussitôt qu'il est informé de l'attentat des Pazzi, Louis XI écrit à la république : « Il témoigne à ses bons amis de Florence, et la douleur qu'il ressent de la mort tragique de Julien, et l'horreur que lui inspire un crime, qu'il qualifie de crime

de lèse-majesté, et qu'il considère comme dirigé contre sa propre personne. Il leur envoie Communes, qui, dans ce moment de crise, veillera à leurs intérêts¹. »

Avant la fin de la même année, il leur mande qu'une ambassade française se rend à Rome pour y régler le différend de la république avec le Saint-Siège².

Cette ambassade n'a pas seulement pour mission de ménager un accommodement entre le pape et les Florentins; les instructions qu'elle a reçues ont un caractère plus général.

Le roi s'alarme des progrès des Turcs, « qui jà sont si près, comme chacun sait, et lesquelz, puis peu de temps en çà, ont conquesté toute la Grèce, le royaume de Bosnie et plusieurs aultres pays et seigneuries, tant ès marches de Poulogne, Honguerie et aultres pays d'Almaigne, et se efforcent chacun jour de plus accroistre leur mauvaïse et dampnée loy, et abatre et confondre la loy et la foy chrestiennes³. »

Il n'y a qu'un moyen de conjurer le danger, c'est de réunir contre l'ennemi commun toutes les forces de la chrétienté, et, « pour ce qu'il y a plusieurs princes chrestiens qui ont guerre les uns aux aultres, lesquelz ne vouldroient pas délaisser leurs pays en dangier pour aler au secours de la foy, sinon qu'ilz fussent pacifiz et que leursdits pays demourassent en seurté,

¹ « Noi reputiamo il detto oltraggio e la morte del nostro cugino Giuliano essere di tale effetto che se fosse fatto e commesso nella nostra propria persona, e per questo tutti i Pazzi crimososi lase majestatis. » (Lettre de Louis XI à la république, Arras, 12 mai 1478. *Riform.* Classe X, dist. II, reg. n° 25.)

² Lettres de Louis XI à la république, Plessis-lez-Tours, 14 septembre et 1^{er} novembre 1478. (*Id. ibid.*)

³ Les appréhensions de Louis XI n'étaient que trop fondées. En 1480, les Turcs, déjà maîtres d'Aulone, en Albanie, s'emparèrent de la ville d'Otrante, en Italie.

« il a semblé qu'il n'y a nul meilleur ne plus convenable moyen
« pour pourvoir aux choses dessusdites, que notre Saint-
« Père assemblast un concille général en lieu décent et compé-
« tant. »

C'est en France, à Lyon, que ce concile doit se réunir. « Et,
« pour ce que, depuis le scisme du pape Bénédicte le XIII^e et
« de Grégoire le XII^e, il y a eu un concille ès Ytales, c'est à
« savoir à Pise, et ung aultre après à Constance, qui estoit en
« la nation d'Almaigne, voysin des Ytales, et subséquemment
« ung aultre à Basle, et que au roy, comme au premier des
« rois chrestiens, le prochain concille, après les Almaignes,
« luy est deu en son royaume : ledit seigneur roy supplie le
« Saint-Père qu'il veuille assigner et constituer ledit concille
« en son royaume, c'est à savoir en la ville de Lyon. » Ce lieu
est convenable, car on y pourra aisément venir d'Angleterre,
d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie. De plus, « ledit lieu de
« Lyon est grant et espacieux, belle et noble cité, garnie de
« grant quantité de bons logis,ournye de deulz notables rip-
« vières portant navires, c'est à savoir la Sone et le Rosne ;
« assise en pays oppulent, fertile et habundant de touz vivres
« et aultres choses qu'il fault au corps de l'homme . . . et par
« ainsi chacun peut cognoistre que ladite ville de Lyon, quant
« ores qu'elle ne seroit située en royaume de France, sy ne
« pourroit-on pas trouver, en toute la chrestieneté, lieu, ville
« ni place plus convenable pour faire l'assemblée dudit con-
« cille, que est ladite ville de Lyon. »

Quant à l'affaire de Florence, le roi s'afflige du conflit qui
s'est élevé entre le Saint-Siège, que la France a toujours vé-
néré et défendu, et les Florentins, qu'elle considère comme
ses enfants. Par suite de la guerre funeste que le pape a
suscitée, les forces de Florence et de Venise, son alliée,

sont détournées de leur but véritable, qui est la défense de l'Italie.

La ligue italienne, si solennellement jurée, est rompue par celui-là même qui devait la maintenir et la faire respecter. « Nous tenons et réputons nostre Saint-Père vicaire de Notre « Sauveur Jésus-Christ en terre, lequel est l'auteur de paix; il « est doncques bien clair que le pape plus que aultre doit pro- « curer et mettre paix en la terre et entre les princes, commu- « nitez et seigneurs, quant aucunes guerres ou différences sont « entre eulx. »

Le roi conclut à ce qu'une enquête soit ouverte sur les derniers événements dont Florence a été le théâtre. Il propose un accommodement ou du moins une trêve entre les parties, jusqu'à ce que le prochain concile ait prononcé sur cette affaire, qui intéresse toute la chrétienté¹.

Tel est le langage, à la fois respectueux et ferme, que les ambassadeurs français, au nom de leur maître, firent entendre au souverain pontife. S'ils ne réussirent pas d'abord à désarmer sa vengeance, ils contribuèrent à adoucir ses ressentiments. Lorsqu'il consentit, deux ans plus tard, à cesser les hostilités, les Florentins n'hésitèrent pas à reporter au roi de France l'honneur d'avoir rendu la paix à l'Italie².

En se retirant avec son armée du territoire de la république, Alphonse de Calabre, fils aîné du roi Ferdinand, avait laissé aux mains des Siennois quelques châteaux forts qui dépen-

¹ Instructions données par Louis XI à ses ambassadeurs auprès du Saint-Siège, novembre 1478. (*Archivio Mediceo*. Carteg. av. Princip. Reg. n° 86.)

² « Senza dubitazione, questa pace e « quiete di Italia abbiamo pel caldo e fa-

« vore la Sua Maestà ne ha fatto; da cui ri-
« putiamo questo e ogni altro nostro bene.
« come da padre. » (Lettre de la république
à Guidantonio Vespucci, son ambassadeur
en France, 15 août 1480. *Riform. Classe X.*
dist. 1. reg. n° 75.)

daient de Florence. Ce fut sur la réclamation du roi que ces châteaux furent restitués aux Florentins¹.

En 1481, une ligue nouvelle était formée entre le roi de France et les puissances italiennes; elle fut confirmée à Rome à la fin de l'année suivante.

Louis XI avait fidèlement rempli jusqu'au bout son rôle de pacificateur.

Si les Florentins le considéraient comme un patron et comme un père, Laurent le Magnifique devait le regarder comme un ami. Tantôt le roi lui recommande une sage défiance, et s'inquiète des dangers qu'il peut courir; tantôt il s'engage à donner au fils de Laurent, Jean, qui sera Léon X, de beaux bénéfices dans son royaume. Quelquefois il a recours à ses bons offices.

Je n'emprunterai à cette curieuse correspondance qu'une lettre fort courte, et je la citerai en entier, parce qu'on y trouve le portrait en miniature, mais parfaitement ressemblant, de Louis XI, devenu vieux.

Dans les dernières années de sa vie, le roi était tourmenté par une maladie de peau. Il apprit à propos qu'il y avait eu à Florence un saint dont on conservait précieusement l'anneau, parce que cet anneau miraculeux avait la vertu de guérir de la lèpre. Ce saint était saint Zanobi, l'ami de saint Ambroise, le premier évêque de la ville. Le royal malade écrit à Laurent; il réclame instamment la bague dont il attend sa guérison. Après quelques démarches, Laurent obtient de la famille dépositaire de cette précieuse relique l'autorisation de l'envoyer en France, et de la confier pour quelque temps au roi.

¹ Lettre de la république à Francesco Gaddi, son ambassadeur en France, 5 dé-

cembre 1480. *Riform.* Classe X, dist. 1, reg. n° 75.

Voici la petite lettre que Louis XI écrit à cette occasion :

« Mon cousin, mon amy,

« J'ay veu l'aneau que avez baillé à M. de Soliers; mais je
« désire bien savoir si c'est le mesme que le saint portoit; pa-
« reillement quels miracles il a faits, et s'il a nul guéry, et quy;
« et comment il le fault porter. Je vous prie que me advertissez
« de tout le plus tôt que pourrez, ou en rescripviez au général
« de Normandie bien au long. Pareillement, se vous avez de
« par delà nulle autre chose plus espéciale, qui porte la vertu
« dudit aneau, et se vous en pouvez trouver, envoyez-le-moy
« ou audit général; et je vous en prie sur tout le plaisir que
« me désirez faire. Et adieu, mon cousin, mon amy ¹. »

Cet adieu fut le dernier que Laurent reçut de Louis XI. Le roi expira, le 30 août suivant, dans son château de Plessis-lez-Tours.

Le 8 novembre 1483, la république envoyait en France une ambassade solennelle, chargée de complimenter Charles VIII sur la mort du roi, son père, et sur son propre avènement; les instructions données aux ambassadeurs renferment l'expression des plus douloureux regrets ².

Ces regrets des Florentins étaient sincères, et l'historien qui envisage sans prévention la politique du roi en Italie est tenté de les partager.

La prépondérance de Louis XI au delà des Alpes est un fait incontestable, universellement reconnu et accepté; je crois en avoir donné des preuves surabondantes. Quant à sa politique,

¹ Lettre de Louis XI à Laurent de Médicis. Notre-Dame-de-Cléry. 9 juillet 1483. (*Archivio Mediceo*. Carteg. av. Princip. Reg. n° 45.)

² Instructions de la république à ses ambassadeurs en France, 8 novembre 1483. (*Riformazioni*. Classe X. dist. 1. reg. n° 71.)

elle est constamment courageuse sans ostentation, habile sans duplicité.

Il respecte la ligue italienne et il la protège; il en resserre les liens dès qu'ils se relâchent; quand elle se dissout, il la reconstitue.

A la mort de François Sforza, il préserve l'Italie des horreurs de la guerre civile.

Après la conjuration des Pazzi, il dirige les négociations qui ramènent la paix et l'union de l'Italie.

Peut-être a-t-il le tort d'imposer trop impérieusement son autorité au faible gouvernement de la Savoie. Mais, dans ses rapports avec Milan et Florence, il remplit tous les devoirs d'un arbitre éclairé et d'un tuteur bienveillant.

Comment ne pas être frappé des différences profondes qui existent entre sa conduite envers les petites puissances italiennes, et celle qu'il a tenue à l'égard de ses sujets et de ses grands vassaux? Quelle est la cause de ce contraste? Pour la découvrir, il suffit de constater que sa position n'était pas la même en France qu'en Italie.

En France, quels sont les hommes qui l'entourent et qui sont conjurés contre lui?

C'est un duc de Guyenne, lâche complice de toutes les conspirations, auxquelles il prête son nom à défaut de son bras.

C'est un duc de Bourgogne, que possède le démon de l'orgueil, et qu'anime contre sa patrie une haine implacable et sacrilège.

C'est un duc d'Anjou, que sa légèreté entraîne, sans lui laisser de remords, dans toutes les guerres civiles.

C'est un duc d'Alençon, faux-monnayeur et meurtrier, deux fois condamné à mort justement et deux fois gracié à tort.

C'est un connétable de Saint-Pol, dont la vie est une longue

suite de trahisons; qui déshonore, en la portant, l'épée des Richemont et des du Guesclin.

Ce sont ces détestables Armagnacs, comblés des faveurs du prince, souvent pardonnés, toujours indignes de pardon.

Menacé dans son pouvoir et dans sa vie, environné de pièges, assailli par des ennemis sans cesse renaissants, exaspéré par l'excès du péril, Louis XI engage et soutient contre les rebelles une lutte acharnée, sans ménagements et sans merci; contre des hommes sans conscience et sans foi, il a recours à la perfidie et à la violence; il les bat avec leurs propres armes.

Les sentences qu'il rend sont de justes sentences, et pourtant on doute de la légitimité du châtement, tant il l'applique avec passion. La cause dont il est le champion est la bonne cause, et il la compromet, tant il manque de calme et de mesure en la défendant.

En Italie, pas de danger imminent, pas d'ardente lutte. Affranchi des cruelles nécessités qui l'aigrissent et l'assiègent dans son royaume, il respire et se sent à l'aise. Son génie politique s'élève et prend l'essor; il apparaît dégagé des sombres nuages qui l'obscurcissaient, avec les rares qualités qui le distinguent.

Louis a le vif sentiment et l'idée nette de la haute mission qu'un grand pays tel que la France est appelé à remplir dans le monde. Doué d'un sens merveilleux et d'un esprit supérieur, il comprend que le rôle de ce pays est de soutenir les États secondaires qui l'avoisinent et de s'en faire un cortège; il sait que ce sont autant d'auxiliaires utiles et dévoués, qui concourront, dans la paix, à assurer son ascendant et à fonder sa renommée, et qui, dans la guerre, lui fourniront l'appoint qui déterminera la victoire.

Il inaugure en Italie la vraie politique française.

L'histoire, dans son impartialité, flétrira les vices de Louis XI; elle condamnera les excès de son règne; mais en même temps elle appréciera le caractère généreux de sa politique extérieure, et elle lui en tiendra compte. Et, après avoir pesé le bien et le mal, en prononçant sur lui son jugement définitif, elle n'hésitera pas à répéter, en le confirmant, le dernier mot de Commynes :

« Tout mis en balance, c'estoit un Roy. »

FIN.



(10)

